

**TRAVAILLER POUR LA PAIX AU SERVICE DU
CAPITALISME ? PERSPECTIVES FÉMINISTES SUR LA
BULLSHITISATION DE L'ÉCONOMIE**

Astrid Jamar



Varia

À partir d'une mobilisation des études féministes sur l'économie politique et des travaux anthropologiques de David Graeber sur les « emplois à la con » (bullshit jobs), cet article propose de clarifier les questionnements suivants : qui sont les travailleurs·euses de la paix ? Quels sont les paradoxes auxquels font face les travailleurs·euses de la paix, ou plutôt, quelles sont les absurdités produites par ce secteur professionnalisé ? Comment celles·eux qui travaillent pour la paix peuvent simultanément contribuer à la reproduction de la violence structurelle et armée du capitalisme ?

Alors que les effets dévastateurs de la guerre font la une des médias, les aspirations pacifiques ne suscitent, a priori, que peu de polémiques. Dans l'imaginaire collectif, la paix est naturellement préférable à la guerre, et/ou est perçue comme un agenda politique préférable à celui porté par les collaborations entre les secteurs publics, militaires et industriels. Or la diplomatie sensationnaliste de Trump fait des émules, et montre que certaines promesses de paix ne sont pas si pacifistes. En Belgique, le gouvernement Arizona déploie avec ferveur un agenda sécuritaire par une augmentation des dépenses militaires, sous prétexte d'agir ainsi pour la sécurité et la défense de nos territoires. Au même moment, les services publics fédéraux belges célèbrent le 25^{ème} anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies promouvant l'inclusion des femmes et des perspectives féministes au sein des efforts de consolidation de la paix. Dans un tel contexte, il semble important de regarder avec un œil critique ce qui se cache derrière l'économie politique de la paix.

A partir d'une mobilisation des études féministes sur l'économie politique et des travaux anthropologiques de David Graeber sur les « emplois à la con » (*bullshit jobs*), je propose de clarifier les questionnements suivants : Qui sont les travailleurs-euses de la paix ? Quels sont les paradoxes auxquels ils font face, ou plutôt, quelles sont les absurdités produites par ce secteur professionnalisé ? Comment celles-eux qui travaillent pour la paix, depuis les associations de terrain jusqu'aux organismes internationaux, peuvent simultanément contribuer à la reproduction de la violence structurelle et armée du capitalisme ?

Les groupes de recherche sur la paix, y compris au sein des Nations Unies, s'accordent pour dire que les modèles institutionnels de consolidation de la paix ne sont pas suffisamment compétents pour mettre fin à la violence armée, ni assez efficaces pour améliorer la vie des gens. Dans certains cas, ils ont exacerbé l'insécurité, l'inégalité, et les divisions. Pour certain-es, le développement économique et la création d'emploi sont présentés comme un pilier pour résoudre les problèmes de violence et de précarité. Or, pour les féministes d'économie politique de la violence armée, ces approches transforment les causes en solutions. Dans les débats politiques, les analyses sur les effets néfastes des efforts néolibéraux de pacification sont de moins en moins pris en compte. Une telle évaluation du secteur de la paix résonne fortement avec le diagnostic de *bullshitisation* de l'économie posé par Graeber. Pour Graeber, « les économies à travers le

monde entier sont devenues, de plus en plus, de vastes moteurs de production d'absurdités. »¹

Suivant la démarche de Graeber, ce texte est structuré sur trois aspects de ce que j'appelle la *bullshitisation* de l'économie de la paix : 1. une bureaucratisation menée au nom de l'efficacité qui pourtant produit davantage d'incohérence au sein du secteur ; 2. l'inclusion des femmes dans ces espaces de décisions pour effacer les effets violents du système capitaliste hétéro-patriarcal raciste ; 3. pour aller au-delà du fatalisme, la dernière partie s'attarde sur les économistes féministes qui résistent aux approches néolibérales de la paix. Pour elles-eux, il ne s'agit pas d'inclure plus de femmes dans les espaces de pouvoir économiques et politiques pour mieux répondre à la violence militarisée et structurelle, mais plutôt d'organiser des processus de paix qui s'attaquent simultanément au patriarcat et aux systèmes économiques néolibéraux².

I. DE LA BUREAUCRATISATION À LA BULLSHITISATION DU TRAVAIL POUR LA PAIX

Le secteur de la paix est constitué de l'ensemble des travailleur-euses des organisations internationales dédiées à la paix, des départements de ministères de la défense, ou de la coopération dans les pays dits des « Nords »³, parfois des ministères à part entière dans les pays affectés par les conflits armés aux « Suds », des missions militaires, des associations de la société civile, des ONG, des organisations philanthropiques, des centres de recherche qui informent, et des institutions éducatives qui forment les futur-es travailleur-euses de l'industrie pacifiste. Depuis la fin de la guerre froide, le personnel salarié travaillant autour des organes des Nations Unies produit des réseaux de plus en plus formalisés et contribue à la fabrication sociale d'un savoir bureaucratique. Au fur et à mesure, en parallèle des réformes de l'architecture onusienne mandatée de répondre à la violence armée dans les

1 Graeber David, « Bullshit jobs - A Theory », New York, 2018, p. 146.

2 Voir Paarlberg-Kvam Kate, « What's to come is more complicated: feminist visions of peace in Colombia », *International Feminist Journal of Politics* 21, no 2 (2019), pp. 194-223 ; Ertürk Yakin, « The political economy of peace processes and the women, peace and security agenda », *Conflict, Security & Development* 20, no 4 (2020), pp. 419-39.

3 La dichotomie Nord-Sud pose de nombreux problèmes. En terme de géographie physique, ça a peu de valeur analytique. Dans un sens historique, cette dichotomie fait référence à nombreux points de fractures divisant de manière variable le monde entre les puissances coloniales et les anciens pays colonisés, centre et périphérie, monde « développé » et « sous-développé ». Ce texte utilise donc ce terme au pluriel et avec des guillemets pour soulever ces enjeux. voir Fiddian-Qasmiyeh Elena et Daley Patricia, « Introduction: Conceptualising the global south and south-south encounters », in *Routledge handbook of South-South relations* (Routledge, 2018) ; Kamal Ahsan et Courtheyn Christopher, « Where is the North? Southern ruptures in decolonizing theory », *Political Geography*, vol. 108, janvier 2024.

pays dits des « Suds », les bureaucrates de la paix, des entrepreneur·euses institutionnel·les, des expert·es académiques, et des diplomates créent un savoir technique et managérial. Alors qu'ils cherchent à légitimiser leurs efforts, ils dépolitisent graduellement les luttes, les causes et les outils mobilisés.

On peut retracer les premiers pas de l'institutionnalisation de la paix capitaliste à la création de la « Fondation Carnegie pour la paix internationale » par le magnat de l'acier américain Andrew Carnegie en 1910. Cette première institution philanthropique dédiée à la paix avait d'ailleurs articulé la possibilité d'être simultanément pacifiste et militariste. La Société des Nations, l'ancêtre des Nations Unies, prend forme à la suite de nombreuses conférences et réunions fermées pour la paix financées par les premières fondations philanthropiques américaines dans l'entre-deux-guerres, où une élite scientifique est cooptée pour son « expertise ». Ce secteur professionnalisé pour la paix s'élargit ensuite autour de la naissance des Nations Unies après la deuxième guerre mondiale.

La première génération de cadres intermédiaires de la bureaucratie des Nations Unies avait comme préoccupation centrale de placer l'organisation comme organe de référence principal pour répondre aux conflits armés. Suite aux critiques et échecs de leurs premières interventions pour la paix (en Palestine et en Asie de l'Ouest en 1948 ou en République Démocratique du Congo au début des années 1960), le personnel de l'ONU s'organise pour redorer l'image de l'institution. Pour Tudor, historienne spécialiste des relations internationales, ces premiers bureaucrates de la paix ont mis en place « des modèles organisationnels technocratiques et racialisés »⁴. En d'autres mots, ce sont principalement des hommes blancs originaires de pays des « Nords » qui sont envoyés en missions dans des pays des « Suds » ; leur mode de fonctionnement institutionnalisé est motivé par la recherche de légitimité, et en même temps complètement détachés des expériences des habitants de ces mêmes régions qui subissent les effets des conflits armés.

La deuxième vague de bureaucratisation prend forme autour des premières ONG pour la paix. Dans les années 1980-1990, des entrepreneur·euses institutionnel·les établissent les premières ONG internationales dédiées à la paix. Ces entrepreneur·euses ont toutes une expérience militante dans leur pays d'origine et un ancrage dans les réseaux New Yorkais des droits de l'homme⁵. Ils sont employé·es et consultant·es pour la Fon-

4 Tudor Margot, *Blue Helmet Bureaucrats: United Nations Peacekeeping and the Reinvention of Colonialism, 1945–1971*, Human Rights in History, Cambridge University Press, 2023, pp. 201-2.

5 Dezalay Sara, « Des droits de l'homme au marché du développement », *Actes de la recherche en sciences sociales* 174, no 4, 2008, pp. 68-79.

dation Ford, et/ou sont invité-es pour leur militantisme et expertise dans des réunions et conférences financées par la Fondation Ford. En complémentarité aux approches des droits humains, iels proposent des réponses institutionnelles de prévention de conflit, plutôt que de dénoncer les crimes commis⁶. Rapidement ces organisations se retrouvent confrontées à un problème de crédibilité : elles sont perçues trop proches de certains groupes armés et comme soutenant le communisme ; leurs interventions sont jugées trop politiques dans les processus de médiation de conflits armés⁷. En réponse, iels adoptent un mode de fonctionnement plus bureaucratique et managérial, et développent des approches techniques à travers un ancrage avec le monde académique.

Mais, du fait de cet élargissement des champs de spécialisation technocratiques et managériales, le secteur s'éloigne des causes les plus évidentes des conflits armés : la militarisation, la vente et l'utilisation d'armes, les offensives et les alliances militaires, et leurs liens historiques avec le système colonial d'extraction et d'exploitation capitaliste. De manière similaire à l'organisation fordiste du travail à la chaîne, le travail au sein même des organisations et missions la paix est divisé en travail d'équipes spécialisées⁸. Sauf que dans le monde « réel », atteindre les objectifs bureautiques ne met pas fin à la violence armée ; leur vision court-termiste et eurocentrique de cette ingénierie sociale a souvent été présentée comme l'obstacle principal.

Les effets et impacts de cette bureaucratisation sont multiples. La consolidation d'un entrepreneuriat institutionnel pour la paix et la recherche de crédibilité professionnelle via un ancrage académique n'ont été possibles que grâce à l'imbrication des financements philanthropiques et des fonds publics. Fondamentalement, la création d'un réseau professionnel a tendance à reléguer au second plan l'articulation de bonnes pratiques : on est confronté à un éventail de spécialités comportementalisées qui trop souvent proposent des visions contradictoires. Les processus d'allocation des fonds priorisant des activités qui peuvent être présentées comme des

6 Ainsi des anciens membres d'Amnesty créent International Alert, le Centre international de la Justice Transitionnelle reçoit un financement de lancement de 4 millions de dollars en 2001 – même pour la Fondation Ford c'est un financement inhabituellement élevé.

7 Dezalay Sara, « Des droits de l'homme au marché du développement », art. cit. ; Dezalay Sara, « The role of international NGOs in the emergence of transitional justice: A case study of the International Center for Transitional Justice », in *Research Handbook on Transitional Justice*, Edward Elgar Publishing, 2017.

8 Par exemple, la prévention, la médiation, les réformes sécuritaires, les réformes institutionnelles, la justice transitionnelle, la lutte contre la violence basée sur le genre, la transformation de groupes rebelles en partis politiques, ou les approches transversales (paix et environnement, paix et santé, paix et développement durable).

succès politiques⁹, on constate une scission vis-à-vis des pratiques et luttes activistes non (ou moins) financées. Il en résulte une cooptation du militantisme pacifique, et une dépolitisation des enjeux moraux et structurels liés à la paix.

II. INCLURE LES FEMMES DANS L'AGENDA POUR LA PAIX ET DANS L'ENTREPRENARIAT POUR MIEUX EFFACER LES ENJEUX FÉMINISTES ?

De nombreuses analyses ont dénoncé les effets néfastes de la bureaucratisation et de l'ONGisation des luttes féministes¹⁰. Sur tous les continents depuis les années 1980, le FMI, la Banque mondiale, l'ONU et d'autres organisations internationales augmentent les ressources disponibles pour les programmes d'autonomisation des femmes et pour la paix tout en provoquant une grave précarisation par le biais de leurs politiques économiques structurelles¹¹. Les programmes d'égalité, d'inclusion et d'émancipation économiques par l'État et l'aide internationale tendent à préconiser l'inclusion des femmes dans les systèmes juridiques, économiques, sociaux, politiques et/ou éducatifs existants sans s'attaquer à leurs dimensions sexistes, racistes et inéquitables¹². Au départ porté par des activistes engagées, l'agenda Femmes Paix et Sécurité des Nations Unies est de plus en plus critiqué pour ses promesses étatiques superficielles et vides, son hégémonie occidentale, sa promotion du capitalisme et ses séquelles coloniales¹³. Dans la logique d'inclusion mainstream, il suffirait d'inclure des femmes à la table de négociation, et d'afficher des photos de femmes ou d'enfants racialisés sur leurs pages web pour déjouer l'ordre capitaliste, patriarcal et raciste.

Si ces photos ne sont pas toujours en elles-mêmes racistes, la représentation prééminente de femmes racialisées, actives, heureuses et souriantes aux côtés d'« experts internationaux » (le plus souvent des hommes blancs en costume) n'est pas anodine. Selon Kate Manzo¹⁴, « le problème du sourire

9 Subotić Jelena, « The Transformation of International Transitional Justice Advocacy », *International Journal of Transitional Justice* 6, no 1, 2012.

10 par exemple Alvarez Sonia E., « Advocating feminism: the Latin American feminist NGO 'boom' », *International feminist journal of politics* 1, no 2, 1999, pp. 181-209 ; Falquet Jules, *Imbrication: femmes, race et classe dans les mouvements sociaux*, Éditions du Croquant, 2020, chapitre 5.

11 voir par exemple Federici Silvia, « Witch-hunting, globalization, and feminist solidarity in Africa today », *Wagadu*, no. 6, 2009, pp. 49-64.

12 Tamale Sylvia, « Decolonization and Afro-feminism », *Journal of Contemporary African Studies*, 2020.

13 Henry Marsha, « On the necessity of critical race feminism for women, peace and security », *Critical Studies on Security* 9, no 1, 2021, pp. 22-26.

14 Manzo Kate, « Imaging humanitarianism: NGO identity and the iconography of childhood », *Antipode*, vol. 40, no 4, 2008, p. 640.

en tant que signifiant de l'aide réside dans ses associations culturelles avec la charité », car il est associé à « l'aide dans un double sens : l'aide d'urgence en tant que pratique opérationnelle et le soulagement humain des personnes qui doivent être sauvées ».

Ces images reproduisent ainsi une vision du monde où les hommes blancs des « Nords » en costume détiennent l'« expertise » bureaucratique pour amener la paix durable aux femmes et enfants des « Suds » « violents » et « dangereux ». Les femmes noires africaines souriantes deviennent « des indicateurs de l'efficacité de l'aide ainsi que de la joie de vivre » pour les spectateurs occidentaux. Bien que certaines organisations reconnaissent les enjeux racistes et sexistes de ces nouvelles tendances visuelles, elles continuent à les mobiliser car elles sont efficaces, si pas indispensables, pour la survie institutionnelle, la légitimité envers les contributeurs, et la récolte de fonds¹⁵. Les photos du site de la Consolidation de la Paix des Nations Unies illustrent parfaitement ce point : le sourire d'une femme racialisée est le symbole choisi pour le Fond de Consolidation de la paix, or aucune personne blanche ne sourit sur les autres images¹⁶.

Peacebuilding Commission



The Peacebuilding Commission supports national and regional peacebuilding priorities, at the request of concerned governments, and advances global policy issues that are critical for peacebuilding and sustaining peace. As the Secretary-General has pointed out in his report on *Our Common Agenda*, the Peacebuilding Commission has reshaped the responses by the United Nations to multidimensional threats to development, peace and security through an inclusive approach.

Secretary-General's Peacebuilding Fund



The Peacebuilding Fund works across pillars and supports integrated UN responses to fill critical gaps; respond quickly and with flexibility to political opportunities; and catalyze processes and resources in a risk-tolerant fashion.

Peacebuilding and Sustaining Peace



Peacebuilding and sustaining peace requires a more coherent strategy across the UN system, as well as a 'quantum leap' in funding activities that prevent the outbreak, escalation, continuation and recurrence of conflict, Secretary-General António Guterres said.

Parfaite illustration de l'imbrication de la violence et du racisme avec les enjeux de la violence néolibérale, l'analyse de Kalpana Wilson des campagnes de collectes de fonds donne des exemples utiles pour saisir le processus de mises sous silence de ces « contradictions » : un catalogue

¹⁵ Wilson Kalpana, « 'Race', Gender and Neoliberalism: changing visual representations in development », *Third World Quarterly*, vol. 32, no 2, 2011, pp. 315-31.

¹⁶ Jamar Astrid et Makanga François, « Re-framing or De-centering the White Gaze of Peace? Peace Photography, Colonial Durability and Opacity in Dialogue », in Abelson Tom, Mitchell Joloy (dir.), *Capturing Peace Photography*, Cambridge University Press, 2024, pp. 88-89.

de cadeaux alternatifs d'Oxfam romantisant la résilience des femmes des «Suds»¹⁷, les programmes de soutien de l'entrepreneuriat d'adolescentes des pays «sous-développés» par Nike, ou les publicités de Divine Chocolate (une des plus grandes marques de chocolat *fair trade* britannique) objectivant les femmes noires pour déculpabiliser du «*guilty pleasure*», slogan de pub qui peut être traduit aussi bien comme «péchés mignons» ou «désirs coupables». Aucune de ces trois campagnes ne tente de s'éloigner des clichés racistes et sexistes des propagandes coloniales. Au contraire, chacune dans leur style, les reproduisent. «Historiquement, les femmes noires et colonisées» ont été principalement représentées comme ayant besoin d'être sauvées de «leurs» hommes et/ou de sociétés «arriérées», tandis que les violences sexuelles, «l'exploitation et la dépossession, ainsi que la refonte des relations entre les sexes et les classes» qu'elles ont subies pendant la colonisation sont largement passées sous silence¹⁸. Ces trois campagnes sont ainsi emblématiques du contexte contemporain où la précarisation et la violence structurelle sont présentées comme des problèmes qui peuvent être traités en soutenant plus de femmes entrepreneuses dans le système capitaliste, où la romantisation de la forte résilience permet d'invisibiliser le capitalisme comme source d'exploitation des travailleuses, la sexualisation des corps des femmes colonisées, ou encore la (sur)consommation de produits vendus à des prix exorbitants sans répartition équitable et sans remise en cause du système.

Quelles que soient les structures qui brassent des financements et des profits au nom de l'inclusion des femmes pour la paix et l'égalité, ces initiatives reproduisent les logiques néolibérales plutôt que de les déconstruire. Les imbrications entre ces différents secteurs se renforcent et deviennent de plus en plus visible. En 2018, les Nations Unies et la Banque Mondiale lancent conjointement des «Chemins pour la paix [promouvant des] approches inclusives pour la prévention des conflits violents»¹⁹. Cette stratégie repose sur l'ambition de relancer la croissance économique et la nécessité de réduire la pauvreté à travers les mécanismes diplomatiques, les processus de médiation et les stratégies en matière de sécurité pour maintenir la paix. En 2024, des gouvernements européens, des institutions du développement, et des banques lancent une plateforme «Finance pour la Paix»²⁰. Comme le *greenwashing* qui prétend apporter des solutions à la dégradation de l'environnement sans traiter des causes capitalistes, les nouvelles approches de

17 Wilson Kalpana, «'Race', Gender and Neoliberalism », art. cit., pp. 322-24.

18 Ibid., 317.

19 United Nations et World Bank, *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict* (World Bank, 2018).

20 Voir <https://financeforpeace.org>

peacewashing donnent l'opportunité de créer des dettes publiques sur le dos des communautés affectées par les conflits armés au profit des investisseurs sans traiter des liens entre le capitalisme, l'insécurité, et le financement de la militarisation.

III. ACTIVISMES FÉMINISTES CONTRE LES VISIONS NÉOLIBÉRALES DE LA PAIX – EN GUISE DE CONCLUSION

Alors que les travailleur·euses de la paix proposent une *inclusion symbolique* des femmes, les mouvements sociaux et les économistes féministes spécialisées dans la paix articulent des *visions alternatives* de la paix. Dans le contexte politique actuel, les financements pour la paix diminuent, et les opportunités pour les travailleur·euses de la paix sont de plus en plus limitées. Si l'utilité de critiquer un secteur déjà en déclin est questionnable²¹, il reste utile de s'attarder sur les efforts luttant contre les visions néolibérales de la paix, et sur les analyses féministes économiques de ces espaces de résistance. Dans le cadre des débats convergents entre l'économie politique et les études sur la paix, les chercheuses féministes attirent l'attention sur les dimensions de genre dans la reproduction des inégalités, de l'insécurité et de la précarité²². Elles démontrent comment les interventions pour la paix peuvent, intentionnellement ou non, perpétuer des formes d'insécurité et de précarité liées à l'intersectionnalité entre le genre, la race, et la classe sociale. Elles plaident en faveur de processus de paix qui s'attaquent simultanément au patriarcat et aux systèmes économiques néolibéraux qui ont infligé, et continuent d'infliger, de la violence structurelle militarisée sur celles-eux qui subissent, résistent et s'opposent à l'accumulation capitaliste²³.

Préoccupé·e par la négligence des économies domestiques et du travail reproductif, ces économistes féministes ont porté une attention particulière sur les liens entre économies formelles et informelles en temps de « paix » et en « situation de conflit ». Elles montrent comment le patriarcat est ancré dans les marchés capitalistes qui exploitent et sapent simultanément le travail des femmes et des personnes marginalisées²⁴. Bien que les femmes

21 Lacher Wolfram et Guichaoua Yvan, «The Demise of Conflict Studies», *Dissent*, 73, no 1, 2026, pp. 71-80.

22 Voir Hedström Jenny et Olivius Elisabeth, «Insecurity, dispossession, depletion: Women's experiences of Post-war development in Myanmar», *The European Journal of Development Research*, 2020, pp. 1-25.

23 e.g. Paarlberg-Kvam Kate, «Open-pit peace: the power of extractive industries in post-conflict transitions», *Peacebuilding*, 2021, pp. 1-22.

24 Meger Sara et Sachseder Julia, «Militarized peace: understanding post-conflict violence in the wake of the peace deal in Colombia», *Globalizations*, 17, no 6, 2020,

fournissent un travail essentiel dans l'économie mondiale, leurs contributions sont souvent invisibilisées. En effet, les femmes, en particulier les femmes non blanches issues de milieux socio-économiques défavorisés, sont pour la plupart reléguées à des tâches sous-payées ou non rémunérées²⁵.

La violence militarisée est essentielle pour faire place et sécuriser des territoires à l'expansion de l'extractivisme, et ainsi imposer des conditions sociales propices au néolibéralisme, notamment en réduisant les coûts de main-d'œuvre et en facilitant la précarisation des conditions de travail. En outre, en estompant les distinctions entre « guerre » et « paix », ou entre sphère « militaire » et sphère « civile », le militarisme permet aux traits de la masculinité toxique cultivés dans l'armée d'être non seulement valorisés, mais aussi omniprésents dans toute la société, aussi bien au niveau individuel, social, qu'institutionnel²⁶.

Le public informé a appris à voir les absurdités de l'économie de la paix derrière la célébration politique et médiatique de négociations fructueuses d'un cessez-le-feu. Le Conseil de la Paix de Trump a beau prétendre avoir comme objectif d'améliorer les conditions de vie d'une petite partie du peuple à Gaza et au-delà, sa ressemblance à une tutelle de type colonial garantissant les intérêts économiques et politiques des acteurs derrière la proposition saute aux yeux²⁷. Alors que l'ambition coloniale n'est plus cachée par ces dirigeants occidentaux, l'absurdité de l'économie de la paix prend de nouvelles proportions. De l'autre côté de l'Atlantique, le programme DOGE (Département de l'Efficacité Gouvernementale en anglais) géré par Elon Musk a licencié la majorité des employé·es du US Institute for Peace en mars 2025. Ce licenciement massif a été jugé illégal par une cour de justice américaine. Alors que l'administration Trump fait appel contre cette décision judiciaire, il renomme l'institut en question « Donald J. Trump Institute of Peace »²⁸. Ici, en Belgique, la Défense investit 11 milliards d'euros pour assurer notre « sécurité » et créer de l'emploi. De 2023

pp. 953-73; Meger Sara, « War as feminized labour in the global political economy of neoimperialism », *Postcolonial Studies*, 19, no 4, 2016, pp. 378-92.

25 Par exemple Seri Guillermina, « "To Double Oppression, Double Rebellion" Women, Capital, and Crisis in "Post-Neoliberal" Latin America », in Hozic Aida A. and True Jacqui (dir.), *Scandalous Economics: Gender and the Politics of Financial Crises*, Oxford University Press, 2016.

26 Meger Sara et Sachseder Julia, « Militarized peace: understanding post-conflict violence in the wake of the peace deal in Colombia », art. cit., p. 957.

27 alAttar Mohsen et al., « Colonial Logic Redux: Scholars Comment on Trump and Netanyahu's Proposal », *Opinio Juris*, 2 octobre 2025.

28 Associated Press, « Most employees at US Institute of Peace mass-fired », *The Guardian*, 29 mars 2026, URL : <https://www.theguardian.com/us-news/2025/mar/29/us-institute-of-peace-mass-firings>, consulté le 22 avril 2026; « US Institute of Peace renamed for Donald Trump despite legal battle », *The Guardian*, URL : <https://www.theguardian.com/us-news/2025/dec/04/institute-peace-renamed-donald-trump>, consulté le 22 avril 2026.

à 2025, la campagne de marketing a dépensé 11 millions € pour blanchir l'image de l'armée et recruter 4000 personnes²⁹, alors que le gouvernement démantèle par ailleurs tous les autres services publics, sociaux et culturels³⁰.

La mercantilisation de la paix ou la militarisation de la sécurité n'ont pas débuté avec Trump ou le gouvernement Arizona. Bien avant la création du « Peace Board » de Trump, de nombreux mouvements activistes se sont mobilisés contre les dispositions rentières des processus de paix en Palestine, en Colombie, en Birmanie, ou des processus de « sécurisation » militarisée des frontières, des rues et des gares ici et ailleurs. Pour se défaire de ces absurdités, et remettre au centre la dignité et la justice dans les efforts contre la violence militarisée, les féministes appellent à une réflexion plus large sur 1) ce qui devrait figurer à l'ordre du jour d'un processus de paix (poussant à l'élargissement des thèmes abordés au cours des médiations, des négociations, et des dispositions prises dans ces accords ; 2) ce qu'est un processus de paix (au-delà des négociations diplomatiques formelles) ; et 3) sur *quand* un processus de paix commence et se termine, afin de traiter ouvertement des liens entre la violence structurelle, raciste, patriarcale, et armée au-delà d'une délinéation suggérée par les visions de paix militarisées.

29 Lemaire Jennifer et Hustin Olivier, « Quand la Défense drague la jeunesse », La militarisation de la société, Chronique 213, consulté le 22 avril 2026 <https://www.liguedh.be/quand-la-defense-drague-la-jeunesse/>

30 De Brabander Ludo et Lemaire Jennifer, « Le budget militaire fait la guerre à nos acquis sociaux, » La militarisation de la société, Chronique 21, URL : | <https://www.liguedh.be/le-budget-militaire-fait-la-guerre-a-nos-acquis-sociaux-2/>, consulté le 22 avril 2026.

